



Etude capitalisation des expériences de conseil au Mali

Synthèse provisoire

M. Havard (CIRAD), Y Coulibaly (Consultant National), P. Dugué (CIRAD)

Atelier de capitalisation
Sikasso, 4 au 6 avril 2006

Objectifs de l'étude

Contribuer à la réflexion sur la construction de dispositifs de conseil originaux et novateurs avec les différents opérateurs de développement

Activités

1. Animer et organiser le travail de capitalisation avec l'appui d'un groupe travail présidé par l'APCAM
2. Capitalisation des expériences de conseil au Mali et dans la sous-région
3. Poursuivre le dialogue et les réflexions après l'atelier de capitalisation.
4. Assurer une veille sur les avancées méthodologiques et opérationnelles relatives au CEF dans la région.
5. Mettre en réseau les opérateurs et permettre des échanges directs. 2

Calendrier Etude Capitalisation

Activités	Personne, lieu et Nombre de jours travail	Période
Mission de lancement	Cirad + CM, Mali, 10 jours	janvier 2006
Poursuite du Travail de terrain	CM, Mali, 15 jours	Février-mars 2006
Rédaction synthèse (document provisoire)	Cirad, France, 5 jours	Mars 2006
Atelier de restitution	2 Cirad + CM, Mali, 5 jours	4-6 avril 2006
Finalisation rapport	Cirad, 3 jours	6 mai 2006

La vulgarisation est le moyen de faire adopter par les producteurs des techniques mises au point par la recherche agronomique, grâce à un dispositif d'encadrement organisé à différentes échelles géographiques (Mercoiret)

Le conseil a pour fonction d'aider le producteur à atteindre ses objectifs. Il s'agit d'apporter un regard extérieur au paysan concernant sa situation et ses possibilités. Ce conseil peut prendre différentes formes : techniques, économiques... (Chombart de Lauwe et al, 1963).

La gestion concerne le pilotage de l'exploitation. Gérer c'est décider, faire des choix en fonction d'objectifs, de moyens (atouts, contraintes) de la perception de ce qu'il serait possible de faire compte tenu de ces données (Goud, 1997).

Conseil de gestion

Méthode de vulgarisation qui prend en compte l'**ensemble** de la situation d'une **exploitation** et cherche, **en dialogue** avec le paysan, un **cheminement d'amélioration** qui s'étend souvent sur **plusieurs années** (Kleene)

Conseil à l'exploitation familiale (CEF) Atelier de Bohicon, Bénin 2001

- renforcement des capacités des producteurs à décider, à négocier, et à mieux gérer leur exploitation ; combine conseil technique, économique et financier
- Le CEF cherche à renforcer l'autonomie des producteurs et de leurs organisations par rapport aux autres acteurs

Définition et traduction du Conseil de Gestion aux paysans



Conseil

Donner des idées, de « bonnes idées »

Gestion

Aider à utiliser (compter) l'argent

Aider à préparer la campagne de travaux dans les champs

Aider à préparer l'élevage des animaux

Le but du CdG est d'enrichir le T&V en proposant un contenu novateur, tout en respectant ses règles de fonctionnement

		T&V	CdG
Formation Essentielle	Agents	- TS puis en cascade - En salle, 1 fois/mois, 1 j	- Tous, 2 fois/an, 1 sem - En salle et sur terrain
	Paysans	- Oral - Thèmes choisis par enquêtes - Paysans contacts (choix agents)	- Oral et écrit - Thèmes décidés par paysans - Paysans alphabétisés volontaires
Visites Essentielles	Villages	Au champ de démonstration du village	- Au champ des participants - Autres villages (nouveaux thèmes)
	Thèmes	- 1 à 2 - Essentiellement cultures	- Plusieurs (fonctions groupes) - Gestion exploitation, cultures, élevages, aménagement espaces
Logistique		Absente	Limitée, mais essentielle pour les actions techniques nouvelles
- Fourniture intrants - collecte production			

Le groupe de travail

La création de ce groupe de travail vise à le rendre acteur de la réflexion sur le conseil agricole

Réunion du 12 janvier 2006

Groupe composé des principaux intervenants dans le domaine du conseil agricole (APCAM, CMDT, OHVN, ON, IER, prestataires, CRA, DNA et différentes directions, PASE) de manière à les placer comme acteurs de cette capitalisation

Proposition que ce groupe soit présidé par un représentant des paysans et s'implique dans l'organisation de l'atelier de capitalisation ?

Préciser les conditions de son fonctionnement : dépenses, une personne à temps plein ?

Réunion fin mars pour le rendre opérationnel

2eme Réunion du groupe de travail : 23 mars 2006

1. Présentation avancement étude : difficultés pour récolter données

Important que les structures concernées par le conseil s'implique dans le groupe

2. Réfléchir aux modalités pour rendre opérationnel le groupe

Non abordé, les participants n'étant pas tous les mêmes qu'à la première réunion

Important d'avoir pour les structures et organismes concernés des représentants permanents, de préférence le responsable impliqué au plus niveau en matière de vulgarisation et de conseil

Objectifs de l'atelier

Présenter et discuter la synthèse provisoire

Organiser des travaux en ateliers permettant aux acteurs impliqués

- de présenter leurs objectifs et leurs stratégies en matière d'appui aux producteurs ruraux.
- de dialoguer et d'échanger sur l'appui aux exploitations agricoles : quelles méthodes et outils de conseil ? qui pour les mettre en œuvre ? quels dispositifs ? Comment les financer ? quelles tâches, quels rôles, quels statuts des conseillers, etc.

Faire des propositions d'action

Expériences récentes rencontrées lors de cette étude

- zone cotonnière (CMDT, PASAOP, PASE),
- zone irriguée (PCPS, ON, GIPD).
- Autres zones : régions de Mopti (GIPD) et de Kayes (GIPD).

Observations

Difficile de faire ressortir les coûts réels et l'impact du conseil par manque de données et d'informations

Questions des coûts et des impacts peu ou pas évaluées.

Limite forte à l'évaluation des expériences de conseil vécue dans tous les pays de la sous-région concernés.

Expérience	IER/CMDT	URDOC/PCPS	GIPD	PASAOP	PASE
Zone	Mali Sud	Office du Niger	Mopti, Segou, Sikasso, Kayes, Koulikoro et Bko	Koulikoro, Sikasso, Ségou Mopti et Bko	Mali Sud
Intervention	EA	EA	Diagnostic Champ école	Diagnostic formations	EA
Adhésion	choix encadrt ?	Volontaire	Volontaire	choix encadrt ?	Volontaire
Activités agricoles	coton culture	Riz, maraîchage	riz, coton, maraîchage	Demandes producteurs	Coton, autres
Mise en œuvre	CMDT	ON, CPS	Encadrement, GIPD	Prestataires	Prestataires
Conseillers formés		13 ON, 8 CPS, 2 privés	75 agents 326 producteurs		14
Pilotage	CMDT	ON, CPS	OPV	communes, DRA	CRA Sikasso
Alimentation Technique	ESPGRN/IER Sikasso	URDOC, CRRA/IER	savoirs paysans, FAO, partenaires	Prestataires	ESPGRN Prestataires
Financement	CMDT, Pays-Bas	AFD, Etat (ON) Paysans (1/4)	Pays-Bas	BM, communes, producteurs	AFD, Producteurs
Coût conseil		50 à 60 000 Fcfa/exploitant	200 à 300 000 Fcfa/champ école		
Situation actuelle	plus ou moins abandonné	suspendue	phase 2 en préparation	suspendue (évaluation)	démarrage
Producteurs	2500	800 (groupes homme, femmes	environ 10.000		600 ?

Forces et faiblesses des différents types et méthodes de conseil

Systèmes de vulgarisation CMDT, OHVN, ON, etc

- impact sur le développement de la culture du coton et du riz, surtout
- touchent un très grand nombre d'agriculteurs.
- dispositifs devenus lourds et coûteux, comment les financer ?
- méthodes ne répondent plus à une demande qui a évolué : les cultures de coton et de riz sont globalement bien maîtrisées ; les attentes des producteurs portent sur la diversification des cultures, la restauration de la fertilité des sols, l'appui à la commercialisation....
- nécessité de réorienter le conseil agricole dans la forme (implication plus grande des bénéficiaires) et dans le fonds (meilleure adéquation des thèmes aux besoins réels).

Forces et faiblesses des différents types et méthodes de conseil

Expériences de conseil à l'exploitation familiale (IER/CMDT, URDOC/PCPS,...)

- prise en compte de l'ensemble de l'exploitation, volontariat
- contacts plus rapprochés avec les agriculteurs, relations conseillers/paysans s'améliorent par le dialogue instauré.
- réponses mieux adaptées à la diversité des besoins et des attentes des producteurs
- difficultés dans la prise de note pour de nombreux paysans même alphabétisés
- coût élevé du conseil
- Participation financière des bénéficiaires
- maîtrise difficile de la démarche par les conseillers
- toutes les exploitations ne pourront avoir accès au conseil

Forces et faiblesses des différents types et méthodes de conseil

Les expériences de formation par la pratique (GIPD, PSAOP)

- Favorisent échanges entre paysans, et avec les conseillers et facilitateurs sur des thèmes intéressants les paysans.
- ne prennent pas en compte les besoins des exploitations dans leur ensemble.
- réponse sectorielle aux attentes des producteurs
- apparaissent plutôt comme des outils utilisables dans une démarche de conseil à l'exploitation.

Organisation et pérennité du conseil

Historiquement, conseil et vulgarisation sous tutelle Etat et ses structures, vulgarisation thèmes techniques

Expériences récentes prises en charge par projets, diagnostic avec producteurs et implication de prestataires : Continuité à la fin des projets est posée ?

- CEF dans la zone de l'ON de 1997 à 2004, rattaché à l'ON, Centres de Prestations de Services, financement AFD. Arrêt expérience avec arrêt du financement
- PASAOP, financement Banque Mondiale, maître d'ouvrage DNA (formations sur thèmes techniques). Tests placés sous la supervision des chambres d'agriculture régionale et mis en œuvre par des prestataires. Communautés villageoises participent à 20 % du coût des tests. En cours
- PASE, financement AFD. Tests CEF 2006. Supervision des chambres d'agriculture régionales et mis en œuvre par des prestataires. Problème de continuité avec arrêt du financement du PASE fin 2005 ?
- DPV, appui FAO, entre 1999 et 2005. Conseil technique à la production agricole (champs écoles sur la Gestion Intégrée des Productions et des Déprédateurs) par les agents des sociétés de développement et des offices. Suite envisagée sur financement de la FAO. Coûts supportés par la FAO

Conseil et diversité des exploitations agricoles

IER/CMDT a utilisé les typologies de structure pour le conseil : le passage du type D, le moins équipé, au type A, le plus équipé se fait par étapes. Aujourd'hui, cette démarche ne s'avère plus adaptée, les typologies doivent être revues (critères basés sur les dynamiques des exploitations agricoles)

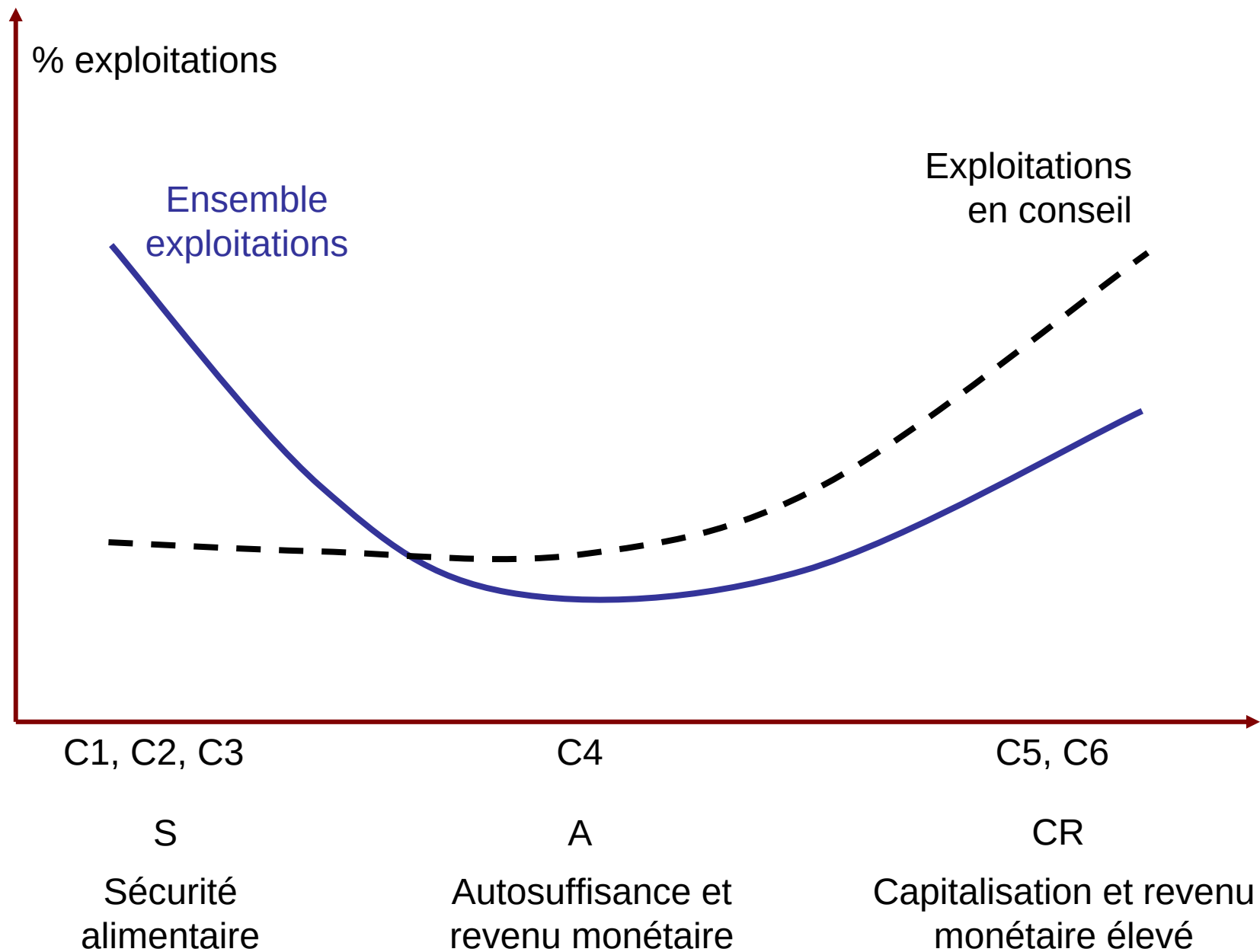
PCPS/URDOC a adapté les modules et activités de conseil aux besoins et attentes des exploitations : riz pour certaines, maraîchages pour d'autres, etc..

Attention

Ne pas enfermer le conseil dans les typologies

Laisser la possibilité aux agriculteurs de se regrouper, de s'organiser pour le conseil sur des critères qui leurs sont propres.

Utilisation des typologies peut se faire à posteriori pour voir dans quels types se trouvent les exploitations volontaires pour le conseil.



Profils des prestataires/conseillers

- Vulgarisation par des agents techniques d'agriculture et d'élevage : diffusion de messages techniques, expérimentations, formations.
- Depuis une quinzaine d'années recrutement de techniciens supérieurs, ingénieurs agronomes
- CEF demande des conseillers ayant des compétences variées : capacité d'animation, connaissances des démarches d'appui-conseil, sur les exploitations de la zone, sur l'agriculture et l'élevage, capacité de synthèses et d'initiative, etc.
- La plupart des agents d'encadrement et de vulgarisation des DRA et des Sociétés de Développement n'ont pas ces profils.
- Les diplômés sortant des écoles d'agriculture et de l'IPR/IFRA ne sont pas formés à ces approches.
- Comme le disait Chombart de Lauwe en 1963 à propos des conseillers de gestion : *« que de qualités sont nécessaires (...) Où trouver des hommes possédant toutes ces aptitudes ? La plus grande difficulté sera du côté des hommes, non pas des agriculteurs (...) mais des vulgarisateurs ».*

Les mécanismes de financement

- **Le financement est le problème majeur de toutes les expériences de conseil. Aucun ne permet la viabilité à long terme, même ceux des sociétés de développement remis en cause par leur coût élevé.**
- **Les différentes expériences en cours ont des difficultés à faire payer les producteurs, même pour une faible part.**
- **L'appui de l'Etat et des partenaires demeure indispensable si l'on veut rendre accessible le conseil à une part importante des producteurs**

Pistes d'action pour le développement des démarches de conseil

Mener des réflexions sur l'appui aux producteurs

- comité national de vulgarisation agricole ?
- Lien entre les réflexions spécifiques sur le conseil initiées par le groupe de travail et ce comité ?
- Rendre ce groupe de travail fonctionnel et dynamique : moyens appropriés soient mis à sa disposition.

Un préalable, relancer l'alphabétisation des producteurs

- pour la tenue des documents des OP
- pour la mise en œuvre du conseil

Pistes d'action pour le développement des démarches de conseil

La gouvernance et le fonctionnement des dispositifs

L'implication des organisations paysannes. Capacités de prise en charge par les interprofessions existantes à quelles conditions ?

Nécessité d'une assistance extérieure pendant encore quelques années, les producteurs ne pouvant prendre en charge la totalité des coûts de ce conseil.

Quel rôle de l'Etat dans la mise en œuvre du conseil ?

L'implication des communautés rurales. Expérience du PASAOP à suivre sur ce sujet.

Mise en place de centres de prestations de service, de bureaux de prestataires

Pistes d'action pour le développement des démarches de conseil

Les démarches et outils de conseil

Démarche conseil progressive

Préalables

- Sensibilisation des producteurs à la démarche de Conseil (diagnostic EA, besoins des producteurs)
- Alphabétisation et formation des producteurs

Les étapes

- Apprentissage mutuel de la démarche par les conseillers et les paysans
- Diagnostic participatif de l'exploitation
- Formation des producteurs aux bases de la gestion (prévision, action, suivi et évaluation)
- Conseil technique
- Gestion d'activités : atelier d'embouche, conduite de l'élevage,
- Conseil stratégique : projets de l'exploitant pour faire évoluer son exploitation

Pistes d'action pour le développement des démarches de conseil

Diversifier les profils des conseillers (fonction types de conseil)

- Niveau bac pour animation de groupe sur des aspects formation à la gestion
- Technicien supérieur pour les conseils techniques et de gestion d'activités
- Ingénieur pour le conseil stratégique
- Conseillers spécialisés
- comment et où trouver et comment et où former ces différents types de conseillers ? Quels cursus ? Quels statuts ?

Pistes d'action pour le développement des démarches de conseil

Des besoins renouvelés de recherche

- alimenter le conseil en thèmes et modules à développer ;
- actualiser les références sur les exploitations agricoles et leur diversité
- actualiser les diagnostics des contraintes
- analyser les processus de capitalisation des connaissances (savoirs) entre les générations de paysans, et les réseaux de diffusion de l'information
- Elaborer et faire évoluer les démarches de conseil ; réfléchir aux possibilités du conseil individuel et au conseil pour les non-alphabétisés.
- Participer à l'évaluation des impacts du conseil.